

le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 5 février 2023 N° 492 PRIX : 0,60 Euro



À New York, des centaines d'habitants font la queue lors d'une distribution alimentaire pour les personnes dans le besoin, le 12 mai 2020.

La crise mondiale du capitalisme entraîne l'humanité entière vers une catastrophe

- **Sommaire au verso**
-
-

Sommaire

Éditorial

La crise mondiale du capitalisme entraîne l'humanité entière vers une catastrophe.

Page 4

▶ L'exploitation capitaliste s'est aggravée en 2022.

▶ Côte d'Ivoire : paroles d'un serviteur des riches.

Pages 4 à 8 : Côte d'Ivoire

▶ Adjawi : démolition scandaleuse des habitations des pauvres !

▶ Se préparer à la lutte pour imposer de meilleurs salaires.

▶ Ça grouille dans le mari-got !

▶ Une nouvelle augmentation du prix de la farine est annoncée.

▶ Augmentation du prix du carburant : le gouvernement continue de nous faire les poches.

Pages 8-9

▶ Russie-Ukraine : une nouvelle étape dans la guerre.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Editorial

p.2

LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME ENTRAINE L'HUMANITÉ ENTIÈRE VERS UNE CATASTROPHE

Les bruits de bottes se font de plus en plus forts avec la guerre en Ukraine qui risque à tout moment de se transformer en déflagration mondiale. Il y a d'un côté, les grandes puissances capitalistes derrière les États Unis et de l'autre, la Russie de Poutine et des oligarques. La menace de guerre s'ajoute à la crise économique mondiale qui aiguise d'autant plus les conflits aux quatre coins du monde et aggrave les conséquences désastreuses du système capitaliste.

Partout, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, les conditions d'existence des travailleurs sont aggravées. Pour permettre aux capitalistes de continuer à s'enrichir malgré la crise de leur système économique, les dirigeants des États capitalistes prennent de plus en plus de la poche des travailleurs et des classes pauvres pour remplir celles des riches. Ils bloquent les salaires alors que l'inflation fait monter les prix des denrées et de tout ce qui est nécessaire pour vivre quotidiennement. Ils licencient tout en augmentant la charge de travail de ceux qui continuent de travailler. Les heures supplémentaires explosent alors que les chômeurs font la queue pour avoir du boulot. Comment s'étonner alors que le nombre d'accidents de travail ou des maladies dus à la surcharge de travail augmente ?

En France, alors qu'un grand nombre de travailleurs meurent avant d'arriver à l'âge de la retraite ou dans les premières années après la retraite, Macron, veut faire reculer encore plus l'âge du départ à la retraite sous prétexte qu'il manquerait de l'argent dans la caisse. Mais pendant ce temps il continue de faire des cadeaux par milliards aux grands capitalistes dont les profits battent déjà des records ! Il a augmenté le budget militaire qui est déjà faramineux (413 milliards d'euros, soit 100 milliards de plus sur 7 ans) alors que dans les hôpitaux publics qui manquent de personnel soignant et de lits d'hospitalisation, l'État restreint le budget. Il y a de quoi être écœuré ! On vide les poches des travailleurs, on laisse les hôpitaux publics dans un piteux état et on prépare les esprits pour conduire les gens tout droit vers la guerre !

Plus de deux millions de personnes dont des jeunes des retraités et des chômeurs ont manifesté dans les rues un peu

partout en France en janvier. Des travailleurs du secteur public et du privé ont participé à des grèves ; d'autres grèves sont prévues. Derrière le refus de la réforme de la retraite, il y a beaucoup d'autres motifs de colère qui s'expriment. La lutte doit continuer dans la rue et sur les lieux de travail pour combattre les attaques du gouvernement et du patronat contre le monde du travail.

En Grande Bretagne, un mouvement de grève dans le public et le privé se développe depuis plusieurs mois face au blocage des salaires et aux autres attaques des capitalistes et du gouvernement. Le 1^{er} février, 500 000 travailleurs étaient appelés à faire la grève et à manifester dans la rue. Le mécontentement continue car le gouvernement du Premier ministre Rishi Sunak continue de faire la sourde oreille aux revendications sociales des grévistes et des manifestants.

Partout où les travailleurs sont attaqués par les capitalistes et les gouvernements qui servent leurs intérêts, ils essaient de se défendre. Même là où pour le moment il n'y a pas de grève au niveau national, il y a quand même des luttes dans les entreprises, parfois dans les ateliers, sur les chantiers, dans les bureaux, les hôpitaux, parmi les enseignants, etc. Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières. Quand la colère longtemps retenue finit par exploser au grand jour, elle peut surprendre ceux qui sont habitués à voir les travailleurs courber l'échine devant la dictature du patronat.

En Côte d'Ivoire, au mois d'octobre dernier, la zone industrielle de Yopougon a été paralysée suite à une série de grèves. Les travailleurs se sont battus pour obtenir des augmentations de salaire et des primes,

ils ont exigé des embauches à la place du travail journalier, etc. Le gouvernement a envoyé la police pour les réprimer et pour protéger l'ensemble du patronat qui a eu peur de la contagion de grève. La répression policière et la trahison des appareils syndicaux ont fini par casser le mouvement gréviste. Le travail a repris mais le combat contre les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et la violence patronale ne s'arrêtera pas pour autant. Un certain nombre de travailleurs qui ont milité et participé activement pour l'extension de la grève, ont pris conscience de la force que représente la classe ouvrière quand elle se met en branle.

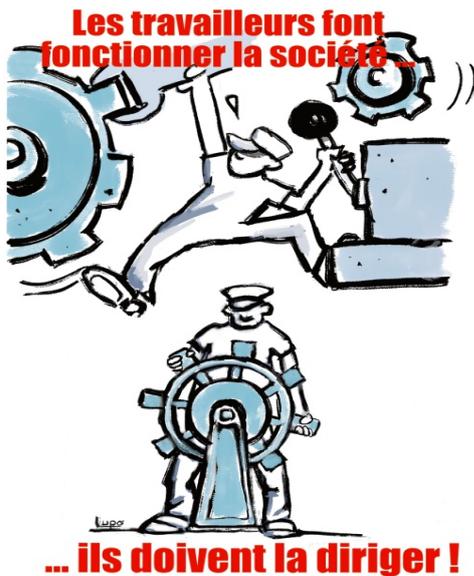
D'autres luttes éclateront forcément et ce sont les exploiters eux-mêmes qui vont les générer car eux, ils continuent la guerre de classes contre les travailleurs. Mais la férocité de l'exploitation qu'ils font subir aux travailleurs finira par se retourner contre eux et ils l'auront bien mérité !

L'annonce faite par Ouattara de faire passer le Smig de 60 000 F à 75 000 F est le signe de cette crainte de la révolte populaire. Mais cette somme est dérisoire. Même ceux qui touchent déjà bien plus que 75 000 francs par mois ne parviennent pas à joindre les deux bouts. Rappelons que les grévistes de Yopougon en octobre dernier réclamaient 300 000 F de revenu mensuel. Ce n'est donc pas avec ces 75 000 F que Ouattara parviendra à éteindre le feu quand il éclatera de nouveau !

Les travailleurs de Côte d'Ivoire comme ceux des autres pays du monde entier n'ont pas d'autre choix que de préparer les futures luttes pour ne pas être les éternels sacrifiés du système capitaliste qui mène le monde vers la barbarie.

L'EXPLOITATION CAPITALISTE S'EST AGGRAVÉE EN 2022

L'Ong OXFAM vient de publier son rapport annuel sur les inégalités dans le monde. Selon ce rapport, deux tiers des richesses produites à l'échelle planétaire sont accaparées par 1% de personnes les plus riches.



Partout ce sont les travailleurs qui font fonctionner l'industrie. Il n'y aurait pas de voitures, de camions, de trains, de bateaux ..., de voies de transports et de communications, de marchandises dans les rayons des magasins, sans la sueur des travailleurs. Ce sont les travailleurs de la santé qui permettent aux malades d'être soignés. Les denrées alimentaires, les médicaments, les ustensiles et les vêtements n'existeraient pas si la classe ouvrière n'existait pas. Les

trains, les camions et les avions n'existeraient pas s'il n'y avait pas de travailleurs pour les fabriquer, les conduire ou les piloter. Ce sont encore eux qui en assurent la maintenance. C'est la collaboration de millions de personnes à travers les mines du monde entier, à travers les ports et aéroports, les gares et les usines, qui fait que la société fonctionne. Il suffit que les travailleurs arrêtent le boulot pour que tout s'arrête.

La société actuelle est caractérisée par un morcellement entre une multitude d'États plus ou moins concurrents. Toutes ces entités ont en commun d'être au service exclusif de cette bourgeoisie capitaliste qui au fil des ans est devenue une classe sociale totalement parasitaire. L'essentiel des richesses produites par la classe des travailleurs prend le chemin des coffres-forts des capitalistes sous forme d'argent. L'argent c'est du travail humain cristallisé.

Les travailleurs représentent une force colossale. S'ils prennent conscience de cette force et s'ils trouvent les chemins de s'unir à travers les frontières, ils peuvent avoir la capacité de diriger toute la société et de la gérer en fonction des besoins de tous les êtres humains.

Que l'année 2023 soit une année de luttes victorieuses des travailleurs.

Côte d'Ivoire

PAROLES D'UN SERVITEUR DES RICHES

Le 26 janvier dernier, lors d'un déjeuner de presse, le ministre de la Construction et de l'Urbanisme a annoncé que « tous les quartiers précaires devraient

disparaître à terme de la ville d'Abidjan ». Le gouvernement affiche là son objectif et il est très clair, il compte virer tous les pauvres de la ville d'Abidjan.

Mais il n'a pas eu besoin de le dire pour le faire. Depuis des années, les quartiers pauvres sont pris pour cibles par le gouvernement et démolis. Les habitants sont jetés à la rue manu militari, y compris sous la pluie battante. De plus en plus de travailleurs ainsi déguerpis de leurs quartiers se retrouvent dans d'autres quartiers pauvres à la périphérie de la ville.



Des habitants emportent leurs affaires comme ils le peuvent avant la démolition de leur quartier.

Si le gouvernement était un peu soucieux du sort des pauvres, il aurait construit des logements sociaux décentes afin de reloger les habitants de ces quartiers précaires avant leur démolition. Mais il n'en est rien. On se souvient que le gouvernement avait lancé un programme de logements soi-disant sociaux. Il y a eu beaucoup de propagande, les souscripteurs se sont bousculés et au total la montagne a accouché d'une souris. Le gouvernement n'a pas réalisé le programme qu'il avait annoncé, mais il s'est montré très « efficace » lorsqu'il s'agit de jeter les pauvres dans la rue.

De la bouche du gouvernement, il y a 132 quartiers précaires qui abritent 1,2 million d'habitants. C'est pourquoi, parler de faire disparaître les quartiers précaires sans pour autant reloger les habitants dans des logements décentes, relève du cynisme et de la violence contre les populations pauvres.

ADJAWI : DÉMOLITION SCANDALEUSE DES HABITATIONS DES PAUVRES !

Le 27 janvier 2023, au grand dam des habitants, un bourgeois accompagné par la police et des machines Caterpillar ont commencé à démolir les maisons au bord de la lagune. Cela continue jusqu'à ce jour.

Une partie du groupe scolaire Azia a été rasée, créant une surcharge d'élèves dans le reste du bâtiment. Actuellement beaucoup de familles dorment encore dans les débris des maisons. Le déguerpissement a commencé pendant que les locataires étaient au travail. C'est par exemple le cas d'une élève de 3^{ème} et de sa petite sœur en classe de CPE 2 vivant seules dans une « entrée-couchée ». De retour de l'école, elles se sont retrouvées sans habitation. On voit à

quel point l'État et les bourgeois se moquent de la vie des pauvres.

Il paraît que l'État a cédé cette partie du village à un bourgeois. Il est donc autorisé à « déguerpir » les pauvres gens pour la construction d'une aire de loisir ou on ne sait trop quoi.

Adjawi est un quartier de la commune de Port-Bouët et fait limite avec la commune de Koumassi par la lagune, proche de l'aéroport et du 43^{ème} BIMA (bataillon d'infanterie de marine française). C'est un quartier peuplé de gens pauvres dont la majorité est constituée d'ouvriers des zones industrielles de Koumassi, de Vridi, du port

d'Abidjan. Il y a aussi des ouvriers du bâtiment ainsi que ceux des petits métiers.

Depuis plus de cinq ans, les exploitants de sable ont trouvé leur richesse en pompant le sable dans cette partie de la lagune. Aujourd'hui, c'est toute la bordure du quartier que la bourgeoisie veut exploiter. Le fait que cette bordure est visible depuis le Carrefour Akwaba gêne la bourgeoisie et l'État. Ils veulent donc cacher la misère

que leur système capitaliste a engendrée. Les pauvres sont chassés de ces endroits sans avertissement, sans moyen de relogement, ni dédommagement.

Dans cette société où les riches peuvent s'enrichir sous la protection de l'État, un grand nombre d'habitants souffre de la misère, ne trouve pas de logement, ni de travail. Mais c'est bien là le dernier des soucis des autorités et des capitalistes.

Côte d'Ivoire

SE PRÉPARER À LA LUTTE POUR IMPOSER DE MEILLEURS SALAIRES

À Nutri, une entreprise alimentaire basée dans la zone industrielle de Yopougon, la paye vient de tomber mais les travailleurs se sont vite aperçus que leur salaire n'a pas bougé d'un iota. Et pourtant le gouvernement avait annoncé l'entrée en vigueur de l'augmentation du Smig à hauteur de 15 000 francs au 1^{er} Janvier. Lorsque les représentants des travailleurs se sont rendus à la direction, celle-ci a répondu qu'elle a jusqu'à trois mois pour s'exécuter. Les journaliers ont eux aussi commencé à percevoir leur salaire sans qu'il n'y ait le moindre sou ajouté. Mais avec cette histoire des trois mois, cela n'augure rien de bon pour ces derniers puisque la durée de leur contrat est de trois mois. Donc ils risquent de finir leur contrat sans toucher le moindre sou de l'augmentation annoncée par le gouvernement.

À SIDIS (industrie plastique) le patron se targue d'avoir accordé l'augmentation,

sauf que la paye est passée de 3 000 à 4 000 francs, ce qui n'est rien d'autre qu'un rat-trapage du Smig ancien !

Dans certaines entreprises, la direction a annoncé la couleur en déclarant que ceux qui ont un salaire déjà supérieur à 75 000 francs ne sont pas concernés par l'augmentation. Nous sommes avertis, ces rapaces préfèrent nous voir crever dans la misère plutôt que d'augmenter nos salaires. Que l'on se souvienne un peu du passage du Smig de 36 000 à 60 000 francs. Il a fallu des grèves un peu partout dans différentes usines pour l'obtenir.

Une chose est claire aujourd'hui, face aux prix élevés des produits de première nécessité, il faut aux travailleurs une augmentation conséquente des salaires. Mais pour l'obtenir, la classe ouvrière doit préparer les luttes.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

ÇA GROUILLE DANS LE MARIGOT !

À l'approche des élections, municipales et régionales cette année, sénatoriales en 2024 et présidentielles en 2025, ça grouille dans les états-majors politiques. Le principal souci de tous ces gens, c'est de trouver la bonne chaussure à leurs pieds, ne pas être en reste lors de la distribution générale des places pour la mangeoire.

Tels des rats, certains passent d'une soupière à une autre et font des va-et-vient. Depuis ces trente dernières années, il y en a qui sont sortis du rang pour « balayer » ; d'autres ont « mangé maïs ». Tous ces dirigeants politiques de la bourgeoisie se comportent comme des chiens depuis des années. Ils ont propagé la haine ethnique et la xénophobie, armés des supplétifs qui ont commis de nombreux massacres de civils. C'est ainsi que, finalement, l'une des équipes a été installée au pouvoir par l'armée française. L'impérialisme français ayant entre-temps changé de cheval, préférant cette fois-ci le plus docile.

Parmi ces dirigeants, il y en a qui ont passé un temps en prison ; d'autres sont encore en fuite, ne sachant encore où poser leurs bagages. Entretemps, beaucoup de civils sont morts, souvent pour rien. Certains, pour les avoir suivis, sans comprendre qu'il s'agissait tout juste de « mangement » pour leurs commanditaires. Ils ont cru aux propos démagogiques, voire criminels, quand ceux-là leur parlaient de « défense de la patrie », « défense de la nation », « Burkinabé dehors ! », « Ado solution », « Articles 125 », etc. Ils ignoraient que tout cela n'était que farce pour les duper !

Les voilà aujourd'hui, ces mêmes hommes politiques et leurs semblables, à la veille de nouvelles élections. On assiste à des compositions et recompositions. : Albert Mabri Toikeusse, a fini avec les « balayeurs ». Affi N'Guessan ne sait plus où se mettre : ravalant sa salive pour se mettre avec Ouattara le temps, peut-être, de rebondir plus tard dans les bras d'un Gbagbo ou d'un Bédié ? En attendant, Gbagbo s'est mis avec Bédié, lui, l'ancien allié de Ouattara. Quant à Blé Goudé, il est de retour et cherche aussi une place. Ouattara lui fera peut-être un cadeau en le gracieant de sa condamnation par le tribunal d'Abidjan. On est dans une république bananière ou on ne l'est pas ! Blé Goudé choisira-t-il pour autant le camp Ouattara ? Comme pour Simone Gbagbo, ça se saura bientôt.

Tout ce beau monde de politiciens professionnels, chacun avec son baratin, fait partie du même camp des exploités. Voilà pourquoi ils passent d'un parti à un autre. Leur positionnement n'est qu'une question d'opportunité.

Ce que les travailleurs doivent retenir, c'est que dans ce monde, il y a deux camps aux intérêts diamétralement opposés, celui des riches, des exploités, d'un côté et le camp des travailleurs, des exploités, de l'autre. Aux travailleurs de trouver le chemin de leur union nécessaire dans leur combat pour leur émancipation et de se méfier comme de la peste de tous ces bonimenteurs.

UNE NOUVELLE AUGMENTATION DU PRIX DE LA FARINE EST ANNONCÉE

Le sac de farine de blé de 50 kg qui était dans les années 2 000 à 11 500 francs a connu maintes augmentations et est passé en 2022 à 22 000 F. Depuis le début de la crise russo-ukrainienne, le prix du même sac avoisine les 30 000 F. La direction des GMA (Grands Moulins d'Abidjan) a décidé d'une nouvelle augmentation à compter du 1^{er} février 2023.

Fin mars 2022, l'État avait pris des mesures pour soi-disant « *assurer l'approvisionnement régulier du marché ivoirien afin de préserver l'outil de production et le pouvoir d'achat des consommateurs* ». Parmi ces mesures il y avait l'exonération des

droits de douane sur l'importation du blé ainsi que d'autres formes de subvention destinées aux grands capitalistes de cette filière du blé. Cela a permis à certains d'entre eux d'engranger des milliards. Mais apparemment ce n'est pas encore suffisant.

Cette nouvelle hausse des tarifs du GMA, à coup sûr, aura une incidence sur le prix de la baguette. Elle va voir son poids baisser de nouveau (ce qui revient à augmenter son prix) et ce sont les populations pauvres qui vont en faire les frais. Pour satisfaire les gros bonnets de la filière blé, elles vont devoir se serrer encore plus la ceinture.

AUGMENTATION DU PRIX DU CARBURANT LE GOUVERNEMENT CONTINUE DE NOUS FAIRE LES POCHEs

Depuis le 1^{er} février 2023, l'essence (super sans plomb) a connu une nouvelle augmentation de 40 F sur le litre, passant ainsi de 775 à 815 F. En l'espace d'une année, le super est passé de 615 à 815 F. Quant au gasoil, il est passé de 615 à 655 F, soit une augmentation de 40 F.

Le gouvernement prend pour prétexte la crise ukrainienne et l'augmentation du prix du baril de pétrole brut qui a suivi.

Aujourd'hui, bien que ce prix se soit stabilisé et connaisse même une tendance à la baisse, le gouvernement continue d'augmenter les prix du carburant à la pompe. Cela a entraîné l'augmentation des tarifs du transport interurbain, particulièrement à Abidjan. Ce qui pèse sur le pouvoir d'achat des populations. Mais cela ne va pas gêner des pontes du gouvernement de passer sur des chaînes de télé pour se vanter de leur prétendue lutte contre la vie chère.

International

RUSSIE-UKRAINE : UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA GUERRE

(Nous reproduisons ci-dessous un article du journal Lutte Ouvrière paru le 03 février 2023)

Les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine ont franchi un nouveau cap. Elles concernaient jusqu'alors surtout des munitions, des canons et des blindés légers, présentés comme des équipements défensifs.

Fin janvier, plusieurs grandes puissances ont annoncé qu'elles vont livrer à l'armée ukrainienne des chars lourds pouvant servir à des offensives.

Après avoir tergiversé, et négocié en

coulisses une position plus ou moins commune qui masque mal des intérêts industriels et stratégiques divergents, les principaux États impérialistes ont franchi ce pas. Les États-Unis ont promis de livrer 31 de leurs chars Abrams, l'Allemagne, en liaison avec la Pologne, y va de quatorze chars Leopard 2 et d'autres États qui disposent de chars Leopard parlent d'en fournir aussi. Quant au Royaume-Uni, il avait pris les devants en annonçant l'envoi de quatorze Challenger 2. Absents de la liste, les chars Leclerc semblent pâtir de ce que la France n'a pas trouvé autant de clients que ses rivaux auprès des armées européennes et du fait que les stocks sont faibles, même en France.

Les tractations autour des chars lourds réclamés par Zelensky ont fait la une des médias durant des semaines. Pour l'heure, leur résultat relève surtout d'un effet d'annonce, Washington signalant qu'il ne pourra rien livrer avant 2024. Berlin, lui, dit que six mois au moins sont nécessaires pour préparer les tanks promis et former des équipages, et le son de cloche est le même du côté de Londres.

Quant à ceux qui se présentent comme des experts en questions stratégiques, ils précisent que, sur le terrain, des chars lourds ne peuvent faire la différence que s'ils disposent d'une couverture aérienne suffisante, ce qui est loin d'être le cas de l'Ukraine.

Zelensky demande donc dans la foulée que l'OTAN lui fournisse des avions de chasse, à quoi Biden rétorque, tout comme le chancelier Scholz, qu'il n'en est pas question. Macron, lui, voit là un créneau, et déclare « *ne rien exclure* ». Peut-être rêve-t-il de damner le pion à la concurrence en cassant quelques Rafale en Ukraine ?

Sous différentes formes, et même si c'est à plus longue échéance que ne le lais-

sent penser les communiqués officiels, les armements déployés en Ukraine vont donc croître en volume et en puissance destructrice. Cela s'inscrit dans un conflit parti pour durer, en tout cas les grandes puissances s'y emploient, et cela coûtera de plus en plus cher aux populations.

En Ukraine d'abord, les civils sont les principales victimes de la guerre entre l'OTAN et la Russie.

En Russie, Poutine exige aussi de sa population qu'elle se serre toujours plus la ceinture et lui fournisse de la chair à canon. En fait, les populations de toutes les parties prenantes sont concernées. Car leurs dirigeants vont vouloir imposer toujours plus de sacrifices à leurs classes laborieuses du fait de ce conflit, même lorsqu'ils prétendent ne pas vouloir faire la guerre à la Russie, comme l'ont encore dit Macron et Scholz.

Qu'ils soient livrés à l'Ukraine ou qu'ils aillent gonfler l'arsenal militaire du pays producteur, chaque Leopard 2 allemand coûte environ 5 millions d'euros ; un canon français Caesar à peu près autant ; les missiles américains Patriot coûtent 3 à 4 millions d'euros l'unité... Au total, il y en a pour des centaines de milliards de dollars ou d'euros que les États soustrairont au budget des dépenses utiles à la population. De plus cette guerre leur sert déjà de prétexte à militariser les consciences et à préparer les peuples à marcher au pas.

Dans la guerre en Ukraine, jusqu'où les uns et les autres comptent-ils aller demain ? Les États-Unis, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et leurs alliés disent tous vouloir éviter l'escalade. Mais cette guerre leur permet de faire exploser leurs budgets militaires. Les fournitures d'armements contre la Russie franchissent ainsi de nouveaux paliers, tendant encore plus la situation en direction d'une guerre généralisée.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.